



Blanc & Neveux

Société de Commissaires aux Comptes

inscrite sur la liste nationale
des Commissaires aux Comptes,
rattachée à la CRCC Dauphiné-Savoie.

CAMPUS DE GROISY

Association type Loi 1901

Siège social :
126, Chemin des Métiers
74570 GROISY

N° SIREN : 300 231 446

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale de l'association CAMPUS DE GROISY,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CAMPUS DE GROISY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels concernant les principaux événements survenus au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne le principe d'indépendance des exercices prévu par l'article L.123-21 du Code de commerce.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A Annecy, le 13 juin 2025

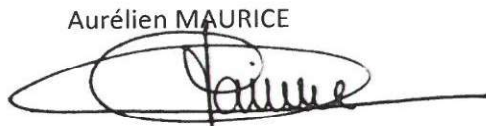
Le Commissaire aux comptes

BLANC & NEVEUX

Frédéric BLANC



Aurélien MAURICE



ANNEXE

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Association CAMPUS DE GROISY
126 Chemin des Métiers
74570 GROISY

COMPTES ANNUELS



FIDEXPERT CONSEILS

81 Rue des Carts
ZAE du Pré Mairy
74370 ANNECY
04 50 27 43 68

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	142 131	111 545	30 586	45 217
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	480 086	47 134	432 951	432 975
	Constructions	17 054 786	3 764 346	13 290 440	13 803 409
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 224 800	845 634	379 166	478 441
	Autres immobilisations corporelles	4 508 508	1 748 635	2 759 873	2 688 756
	Immobilisations corporelles en cours				5 890
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.	1 814		1 814	1 814
	Autres participations	10 235		10 235	10 235
	Créances rattachées à des participations	424 898		424 898	312 950
	Autres titres immobilisés	1 023		1 023	1 023
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	10 414		10 414	17 729
TOTAL (I)		23 858 694	6 517 295	17 341 400	17 798 438
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	160 048		160 048	159 695
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	5 079		5 079	24 522
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 405 825	36 340	1 369 485	1 435 088
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	461 628		461 628	1 155 200
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	706 127		706 127	
	DISPONIBILITES	521 636		521 636	699 819
	Charges constatées d'avance	419 991		419 991	375 527
TOTAL (II)		3 680 334	36 340	3 643 994	3 849 851
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)	20 138		20 138	22 217
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		27 559 167	6 553 635	21 005 532	21 670 506
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				425 898	
(3) dont à plus d'un an					



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	182 230	182 230
	Fonds propres complémentaires	47 667	47 667
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	320 143	320 143
	Autres		
	Report à nouveau	4 671 544	5 062 676
	Excédent ou déficit de l'exercice	259 687	(391 132)
	Total des fonds propres (situation nette)	5 481 270	5 221 583
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	10 767 171	10 872 475
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	10 767 171	10 872 475
	Total des fonds propres	16 248 442	16 094 058
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	77 752	97 196
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	77 752	97 196
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	146 456	115 159
	Total des provisions	146 456	115 159
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 170 476	3 255 584
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	80 290	168 015
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	535 755	1 120 070
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	411 056	473 303
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	846	70 323
	Autres dettes	89 828	71 711
	Produits constatés d'avance	244 631	205 087
	Total des dettes	4 532 882	5 364 093
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	21 005 532	21 670 506
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	259 687,06	(391 132,05)
	(1) Dont à moins d'un an	2 013 728	
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	2 750	607 219



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	286 798	392 516
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	9 272 586	9 370 405
	dont parrainages	237 660	
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	305 756	850 691
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	84 020	316 031
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	321 637	78 118
	Utilisations des fonds dédiés	79 465	120 458
	Autres produits	232	617 982
Total des produits d'exploitation		10 350 492	11 746 200
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	912 284	1 042 197
	Variation de stock	(353)	(35 971)
	Autres achats et charges externes	3 529 141	5 629 541
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	183 505	198 084
	Salaires et traitements	3 212 851	3 362 077
	Charges sociales	1 344 641	1 374 180
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 136 449	1 042 145
	Dotation aux provisions	31 297	7 665
	Reports en fonds dédiés	77 752	97 196
	Autres charges	21 763	27 609
Total des charges d'exploitation		10 449 331	12 744 722
RESULTAT D'EXPLOITATION		(98 838)	(998 522)



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(98 838)	(998 522)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	14 942	5 952
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	14 942	5 952
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	73 838	32 161
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	73 838	32 161
RESULTAT FINANCIER		(58 895)	(26 209)
RESULTAT COURANT avant impôts		(157 734)	(1 024 731)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	34 116	219 999
	Sur opérations en capital	708 150	756 995
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	742 266	976 994
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	305 515	354 014
	Sur opérations en capital	27 816	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	333 331	354 014
RESULTAT EXCEPTIONNEL		408 935	622 980
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		(8 486)	(10 619)
TOTAL DES PRODUITS		11 107 700	12 729 146
TOTAL DES CHARGES		10 848 013	13 120 278
EXCEDENT ou DEFICIT		259 687	(391 132)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature	1 320	19 232
	Prestations en nature	36 144	76 430
	Bénévolat		
	TOTAL	37 464	95 662
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Secours en nature	1 320	19 232
	Mise à disposition gratuite de biens	36 144	76 430
	Prestations		
	Personnel bénévole		
	TOTAL	37 464	95 662



Association CAMPUS DE GROISY

126 Chemin des Métiers

74570 GROISY

L'ANNEXE

Loi n° 83.353 du 30 avril 1983

Décret d'application n° 83.1020 du 29 novembre 1983

FIDEXPERT CONSEILS

81 Rue des Carts

ZAE du Pré Mairy

74370 ANNECY

04 50 27 43 68



Faits Caractéristiques de l'Exercice

Etat exprimé en euros

L'association a pour objet :

1/ La promotion des actions de formation professionnelle des adolescents et des jeunes par l'apprentissage et tous autres moyens adaptés en présentiel et à distance, conformément à la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel ; loi 2018-771 du 05 septembre 2018 et ses décrets d'application ;

2/ La formation professionnelle permanente des adultes et en général la mise en oeuvre des plans de compétence et des moyens susceptibles de contribuer à l'épanouissement des personnes par une qualification meilleure, un sens civique et moral averti, une attention vigilante aux problèmes sociaux et familiaux ;

3/ L'aide à des oeuvres exerçant une activité charitable, éducative, sociale et culturelle.

Afin de réaliser son objet, l'association se propose de recourir aux moyens d'action suivants :

1/ La collecte des ressources auprès de l'autorité publique,

2/ Les subventions des collectivités territoriales,

3/ Les forfaits de formation des OPCO dans le cadre de la mise en oeuvre des plans de compétences des entreprises, de l'alternance et de l'apprentissage,

4/ Les fonds de formation de Pôle Emploi,

5/ La vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation,

6/ Tout autre moyen financier validé par le Conseil d'administration,

7/ L'investissement dans des outils pédagogiques modernes facilitant la réalisation des actions de formation et l'épanouissement des apprenants.

Au titre de l'exercice, il convient de relever les faits caractéristiques suivants :

Un contrôle de la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail des Solidarités (DREETS) a été ouvert début 2023 concernant l'exercice 2021. Le rapport de contrôle a été notifié le 17/07/2023. Une première notification a été envoyée le 20/11/2023.

Le 18 mars 2024, une décision préfectorale vient se substituer à la notification du 20/11/2023. L'avis de mise en recouvrement a été émis le 29 mars 2024 (montant des sommes dues relatives au litige : 232 263 €)

L'association conteste cette décision et une saisine du Tribunal administratif de Lyon a été réalisée en avril 2024 en demandant notamment un sursis de paiement.

La procédure concernant ce contrôle est toujours en cours.

Le bail signé avec la SCI CAMPUS DE GROISY le 9 juin 2022 a fait l'objet d'un avenant en date du 5 avril 2024 dont la prise d'effet est rétro active au 9 juin 2022. Il est convenu dans cet avenant que l'exigibilité du loyer et des charges locatives ne commencera à courir qu'au lendemain de la date d'achèvement des travaux de construction projetés en vue de l'installation du preneur et du centre d'excellence.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2022-01 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilisation différentes de la structure, ces derniers sont comptabilisés et amortis séparément.

Les immobilisations non décomposables sont amorties en fonction des durées d'usage en application de la mesure de simplification pour les PME.

Les immobilisations décomposables sont amorties comme suit :

- Structure : amortissement en fonction de la durée d'utilité de l'immobilisation prise dans son ensemble,

- Composants : amortissement en fonction de la durée d'utilité.

Aucun composant ayant une durée d'utilisation différente de la structure n'a été identifié et individualisé.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Evaluation des amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 à 5 ans
Agencements des terrains	Linéaire	10 ans
Constructions	Linéaire	30 à 50 ans
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 20 ans
Matériel technique et scolaire	Linéaire	3 à 10 ans
Agencements divers	Linéaire	3 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau, informatique	Linéaire	3 à 10 ans

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Evaluation des immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO (First In First Out).

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des stocks et en cours

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	142 135		846		850	142 131
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	142 135		846		850	142 131
CORPORELLES	Terrains	480 086					480 086
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	17 032 198					17 032 198
	instal. agencet aménagement	22 588					22 588
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 335 777		23 316		134 293	1 224 800
	Instal., agencement, aménagement divers	2 946 466		416 190		28 496	3 334 159
	Matériel de transport	62 437		128 816		41 125	150 128
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	328 758		3 000		1 858	329 901
	Emballages récupérables et divers	698 871				4 550	694 320
	Immobilisations corporelles en cours	5 890			5 890		
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		22 913 071		571 321	5 890	210 322	23 268 180
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence	1 814					1 814
	Autres participations	323 184		118 898		6 950	435 133
	Autres titres immobilisés	1 023					1 023
	Prêts et autres immobilisations financières	17 729		1 122	12	8 426	10 414
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		343 751		120 021	12	15 376
TOTAL		23 398 957		692 188	5 902	226 549	23 858 694



Amortissements

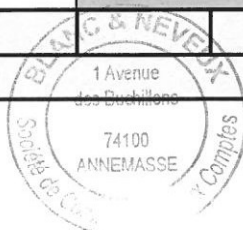
Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	96 919	15 476	850	111 545
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	96 919	15 476	850	111 545
CORPORELLES	Terrains	47 111	24		47 134
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	3 243 398	510 710		3 754 109
	instal. agencement aménagement	7 979	2 259		10 238
	Instal technique, matériel outillage industriels	857 337	122 590	134 293	845 634
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	748 191	338 266	27 137	1 059 320
	Matériel de transport	27 706	10 832	14 668	23 869
	Matériel de bureau, mobilier	149 939	42 539	1 857	190 621
	Emballages récupérables et divers	421 941	57 436	4 550	474 826
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 503 600	1 084 655	182 505	6 405 750
TOTAL		5 600 519	1 100 132	183 356	6 517 295

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agent agénagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	424 898	424 898	
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	10 414	1 000	9 414
	Clients douteux ou litigieux	36 340	36 340	
	Autres créances clients	1 369 485	1 369 485	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	300	300	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 765	4 765	
	Impôts sur les bénéfices	29 349	29 349	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	370 618	370 618	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	56 596	56 596	
	Charges constatées d'avances	419 991	419 991	
	TOTAL DES CREANCES	2 722 755	2 713 342	9 414
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	2 750	2 750		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	3 167 725	651 108	1 744 700	771 917
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	535 755	535 755		
	Personnel et comptes rattachés	87 050	87 050		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	252 159	252 159		
	Impôts sur les bénéfices	3 514	3 514		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	68 333	68 333		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	846	846		
	Groupe et associés				
	Autres dettes	89 828	89 828		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	322 383	322 383		
	TOTAL DES DETTES	4 530 345	2 013 728	1 744 700	771 917
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 095 010			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	575 689			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros	31/12/2024	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises Marchandises revendues en l'état Approvisionnements Matières premières Autres approvisionnements				
	160 048	159 695	353	
TOTAL I	160 048	159 695	353	
Production Produits intermédiaires Produits finis Produits résiduels Autres				
TOTAL II				
Production en cours Produits Travaux Etudes Prestations de services Autres				
TOTAL III				
Production stockée (Total II + Total III)				



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	229 897				229 897
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	320 143				320 143
Autres réserves					
Report à nouveau	5 062 676	(391 132)			4 671 544
Excédent ou déficit de l'exercice	(391 132)	391 132	259 687		259 687
Situation nette	5 221 583		259 687		5 481 270
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	10 872 475		844 087	949 391	10 767 171
Provisions réglementées					
TOTAL	16 094 058		1 103 774	949 391	16 248 442

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Le montant de 229 897 € se décompose ainsi :

- 182 230 € de dotations initiales
- 47 667 € d'autres apports sans droit de reprise

Une réserve pour investissement a été "isolée" dans les fonds propres pour un montant de 320 143 €.



Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	97 196	77 752	97 196			77 752	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	97 196	77 752	97 196			77 752	

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les produits au compte de résultat.



Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	14 607 165	257 547	287 441	14 577 271
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	14 607 165	257 547	287 441	14 577 271
Quotes-parts virées au compte de résultat	3 734 690	661 950	586 540	3 810 100

Une nouvelle subvention d'investissement a été obtenue pour un montant de 257 K€.

Les subventions complètement reprises au résultat ont été soldées (287 K€).

La quote-part de subvention d'investissement virée au résultat représente 662 K€ sur l'exercice 2024.

L'état de suivi des subventions d'investissement a fait ressortir un écart avec les montants comptabilisés au 31/12/2023. Une régularisation de 299 K€ a donc été comptabilisée (charges exceptionnelles) sur l'exercice 2024.



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature Matières Premières	1 320	
Prestations en nature Mise à disposition de matériel	1 320 36 144	
Bénévolat Le bénévolat (conseil d'administration, bénévoles pour les examens, conseil pédagogique) n'a pas été recensé	36 144	
Total	37 464	

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature Matières Premières	1 320	
Mise à disposition gratuite de biens Mise à disposition de matériel	1 320 36 144	
Prestations	36 144	
Personnel bénévole Le bénévolat (conseil d'administration, bénévoles pour les examens, conseil pédagogique) n'a pas été recensé		
Total	37 464	



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	115 159	31 297		146 456
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	115 159	31 297		146 456
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	152 329	36 340	152 329	36 340
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	152 329	36 340	152 329	36 340
TOTAL GENERAL		267 488	67 637	152 329	182 796
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			67 637	152 329	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	BLANC ET NEVEUX							
	31/12/2024	31/12/2023	%	%	31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	14 760	15 000	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	14 760	15 000	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	14 760	15 000	100,00	100,00				



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		1 119 892
Autres créances clients		704 041
<i>CLIENTS FACTURE A ETABLIR</i>	<i>704 041</i>	
Autres créances		415 851
<i>FOURNI AVOIR A RECEVOIR</i>	<i>7 357</i>	
<i>AUTRES PRODUITS A RECEVOIR</i>	<i>4 765</i>	
<i>SUBV INVEST</i>	<i>257 547</i>	
<i>SUBV EXPLOITATION</i>	<i>113 071</i>	
<i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	<i>32 850</i>	
<i>INTERETS COURUS A RECEVOIR</i>	<i>260</i>	



Charges à payer

Etat exprimé en euros

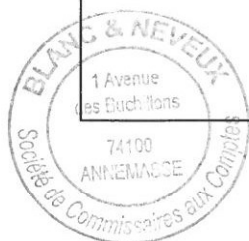
31/12/2024

Total des Charges à payer		456 366
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		5 103
INTERETS EMPRUNTS	2 677	
INTERETS COURUS	2 426	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		235 300
FACTURES NON PARVENUES	235 300	
Dettes fiscales et sociales		132 881
DETTES PROVISIONNEES CONGES	82 461	
PROVISIONS INDEMNITES A PAYER	4 096	
CHARGES SOCIALES CONGES PAYES	38 967	
CHARGES SOCIALES SUR PROVISIONS	2 253	
IMPOTS ET TAXES	5 103	
Autres dettes		83 082
CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	83 082	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		419 991	419 991
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			419 991



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		322 383	322 383
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			322 383

Crédit-Bail

Etat exprimé en euros		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2024
VALEUR D'ORIGINE					1 427 325	1 427 325
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs				168 425	168 425
	Dotation exercice				193 514	193 514
	TOTAL				361 939	361 939
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				546 826	546 826
	Dotation exercice				346 062	346 062
	TOTAL				892 889	892 889
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				329 410	329 410
	entre 1 et 5 ans				143 150	143 150
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				472 559	472 559
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus				90 499	90 499
	entre 1 et 5 ans				14 501	14 501
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				105 000	105 000
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						



Engagements de Retraite

Etat exprimé en euros

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charges a été comptabilisée au titre de cet exercice.

La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées (ou méthode du prorata des droits au terme). Elle retient comme base le salaire de fin de carrière, et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Hypothèses retenues :

- convention collective de l'enseignement privé non lucratif de juillet 2022 ;
- départ volontaire à l'initiative du salarié ;
- départ à la retraite à l'âge de 65 ans ;
- charges sociales : 46% ;
- turn-over : 15% ;
- taux d'actualisation : 3% ;
- table de mortalité : INSEE 2019-2021.

Les engagements de retraite sont ainsi évalués à 146 454 euros.



Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties <p>Cf. état Engagements financiers - Avals, cautions et garanties</p>			355 176 <p>355 176</p>
Engagements de crédit-bail <p>Engagements de crédit-bail</p>	577 559 <p>577 559</p>		
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		577 559	355 176
(1) Dont concernant : <ul style="list-style-type: none"> Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées 			



Détail - Avals, cautions et garanties

Engagements financiers - Avals, cautions et garanties	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Garantie SOGAMA 70% /emprunt CM 1 200K€		89 556
Garantie SACCEF 50% /emprunt BP 500K€		50 132
Garantie Société Générale 24 mois > 09/2026 /DREETS		215 488
Totalisation		355 176



Dettes garanties par des Suretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette		Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2024
Emprunt	Hypothèque rang 1 / tènement immo N°E1932	Banque Populaire	500 000	388 903
Emprunt	Hypothèque rang 1 / tènement immo N°E1932	Banque Lay dernier	500 000	361 038
Emprunt	Hypothèque rang 1 / tènement immo N°E1932	Crédit Mutuel	500 000	381 201
Emprunt	Hypothèque rang 1 / tènement immo N°E1932	Crédit Agricole	500 000	363 296
		TOTAL	2 000 000	1 494 438



Dividendes encaissés



Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Entreprises liées

Entreprises avec lesquelles
la société a un lien
de participation**Actif immobilisé**

Avances et acomptes sur immobilisations

Participations

9 990

Créances rattachées à des participations

424 898

Prêts et autres immobilisations financières

Actif circulant

Avances et acomptes versés sur commandes

Créances clients et comptes rattachés

Autres créances

Capital souscrit appelé, non versé

Dettes

Emprunts obligataires convertibles

Autres emprunts obligataires

Emprunts dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières divers

Avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

Produits financiers

Produits de participations

Autres produits financiers

Charges financières

Charges financières

Autres éléments

